

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE RICHELIEU FRANCE**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 118.700.000 €  
Siège social : 1-3-5, Rue Paul Cézanne - 75008 Paris  
RCS PARIS B 338 318 470

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 5 mai 2026*

**I. — Bilan (en euros)**

<b>Actif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales, CCP	58 805 422	112 677 912
Créances sur établissements de crédit	566 817 580	510 172 763
Opérations avec la clientèle	169 929 317	154 214 765
Obligations et autres titres à revenu fixe	101 097 830	47 725 206
Actions et autres titres à revenu variable	68 640 252	0
Participations et autres titres détenus à long terme	62 405	77 658
Parts dans les entreprises liées	21 119 380	21 121 644
Immobilisations incorporelles	40 971	56 890
Immobilisations corporelles	752 516	959 802
Autres actifs	689 270	680 649
Comptes de régularisation	2 300 379	13 439 469
<b>Total de l'actif</b>	<b>990 255 322</b>	<b>861 126 758</b>

  

<b>Passif</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit	667 561 702	546 163 371
Opérations avec la clientèle	221 063 429	218 069 413
Autres passifs	2 714 342	4 001 764
Comptes de régularisation	5 527 840	2 595 014
Provisions	427 667	743 317
Capitaux propres hors FRBG	92 960 342	89 553 879
Capital souscrit	118 700 000	118 700 000
Réserves	11 870 000	11 870 000
Report à nouveau (+/-)	-41 016 121	-45 609 825
Résultat de l'exercice (+/-)	3 406 463	4 593 704
<b>Total du passif</b>	<b>990 255 322</b>	<b>861 126 758</b>

  

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>		
- Engagements de financement	45 910 584	19 022 204
- Engagements de garantie	8 203 870	294 476

**II. — Compte de résultat**

<b>Compte de résultat</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
+ Intérêts et produits assimilés	36 022 688	41 932 924
- Intérêts et charges assimilées	-27 154 593	-30 058 143
- Revenus des titres à revenu variable	1 597 591	0
+ Commissions (produits)	8 854 922	9 242 679
- Commissions (charges)	-836 282	-822 781
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations	272 991	164 275
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	90	347
+ Autres produits d'exploitation bancaire	750 654	712 758
- Autres charges d'exploitation bancaire	-649 393	-639 232
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 858 668</b>	<b>20 532 827</b>
- Charges générales d'exploitation	-15 197 101	-15 280 240
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-255 104	-258 883
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 406 463</b>	<b>4 993 704</b>
+/- Coût du risque		-400 000
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 406 463</b>	<b>4 593 704</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>3 406 463</b>	<b>4 593 704</b>
<b>Résultat net</b>	<b>3 406 463</b>	<b>4 593 704</b>

### **III. — Annexe aux comptes sociaux 2025**

#### **I. Faits marquants de l'exercice**

Il n'y a pas d'événements marquants qui ont eu un impact sur les comptes sociaux de Banque Richelieu France au 31 décembre 2025.

#### **II. Evénements postérieurs à la clôture**

Un conflit armé au Moyen-Orient a débuté fin février 2026, postérieurement à la clôture des comptes au 31 décembre 2025.

Cet événement n'a eu aucun impact sur les comptes de la société au 31 décembre 2025.

#### **III. Affiliation de la banque et présentation de l'activité**

La Banque constituée le 11 juillet 1986, est inscrite sur les listes REGAFI (registre des agents financiers tenu par l'ACPR) des Etablissements de crédit et prestataires de services d'investissement. Elle a obtenu l'agrément bancaire le 31 octobre 1986.

Depuis le 9 juillet 2018, la Banque Richelieu France est détenue à hauteur de 99,99% par la Compagnie Financière Richelieu, est elle-même détenue par la SGBL – Société Générale de Banque au Liban, entité de droit libanaise. Le capital est détenu, pour le reste, par une personne physique. Le capital social est composé de 21.342.000 actions ordinaires entièrement libérées pour un montant nominal de 5,561 803 € par action. Les droits qu'elles confèrent à leur détenteur sont ceux des porteurs d'actions ordinaires.

Au 31 décembre 2025, la Banque détient à 99,999% l'unique filiale suivante : Richelieu Invest, société de gestion de portefeuille, dont l'activité principale est la gestion collective d'OPC (OPCVM et FIA).

La Banque dispose par ailleurs d'un établissement secondaire situé à Lyon.

La société consolidante est Compagnie Financière Richelieu (SA à conseil d'administration) dont le siège social se situe 1-3-5, rue Paul Cézanne - 75008 Paris. La méthode de consolidation retenue est l'intégration globale.

#### **IV. Principes et méthodes comptables**

##### **A – Conventions générales et adaptations professionnelles**

Les comptes individuels de la Banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des normes comptables relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire modifiant le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française.

Les dispositions prévues au règlement 2020-10 relatives à l'épargne réglementée centralisée à la CDC et aux emprunts de titres ne trouvent pas à s'appliquer dans les comptes de BRF/CFR comptetenu de l'absence de telles opérations à la clôture.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions des articles 1221-1, 1222-1, 1223-1 et 1224-1 à 61 du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des normes comptables et aux dispositions du règlement 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement N° 2014-07.

##### **B – Changements de méthodes comptables**

Le règlement ANC n° 2023-03, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2025, a modifié divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ainsi, le transfert de charges a été supprimé du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Banque Richelieu France n'ayant pas recours à cette technique, ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'effet sur ses comptes annuels.

##### **C - Conversion des opérations libellées en devises**

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice.

##### **D - Créances et dettes sur les Etablissements de Crédit**

La constatation de la créance ou de la dette est enregistrée dans un compte d'opération interbancaire, avec en contrepartie le mouvement de fonds constaté dans un compte de trésorerie.

Les intérêts courus sont constatés dans un compte de créances ou de dettes rattachées.

Lors du remboursement, la créance ou la dette est soldée en contrepartie du mouvement de fonds constaté dans un compte de trésorerie, tandis que les intérêts viennent solder le compte rattaché.

##### **E – Fonds de commerce**

Les fonds de commerce sont évalués en fonction des critères retenus lors de l'acquisition de la société à l'origine du fonds de commerce.

Ces fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont enregistrées dès lors que l'évaluation de la valeur d'usage de ces fonds de commerce est inférieure à leur valeur comptable.

##### **F - Portefeuille titres**

Les conditions d'évaluation du portefeuille titres et les modalités de calcul des provisions s'établissent comme suit :

###### **Titres de transaction :**

Les titres, comptabilisés coupons et frais inclus, sont évalués au prix de marché. Le solde des différences, résultant des variations de cours, est porté en résultat.

**Titres de placement :**

Sont comptabilisés en titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à 3 mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement et des titres de participation. Les titres de placement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont estimés sur la base de leur prix de marché. Le cours retenu est le dernier cours du dernier jour ouvré de la période. Les moins-values latentes sur les titres de placement ressortant de la différence entre la valeur comptable, éventuellement corrigée de l'amortissement de la surcote/décote et le prix de marché, font l'objet d'une provision.

**Titres d'investissement :**

Les titres à revenu fixe qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance, sont considérés comme des titres d'investissement.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les plus ou moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne sont pas comptabilisées. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est portée en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres.

**Titres de participation et parts dans les entreprises liées :**

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. A la clôture de l'exercice, le montant des provisions à constituer est calculé en comparant le prix de revient de ces titres à leur valeur d'usage, à la valeur probable de négociation ou à la situation nette de chaque société corrigée des plus ou moins-values latentes.

**G - Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur nette de T.V.A. récupérable.

Il n'a pas été fait application de la comptabilisation des immobilisations par composants prévue par le règlement CRC 2002-10 et aucune provision pour gros entretien ou grandes révisions n'a été dotée.

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Frais de développement et d'acquisition des logiciels	linéaire	1 à 5 ans
Matériel de transport	linéaire	4 ans
Matériel de bureau	linéaire et dégressif	3 ans
Matériel informatique, de téléphonie	linéaire et dégressif	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	10 ans
Agencements et installations	linéaire	9 à 10 ans

Les fonds de commerce, d'un montant brut de 37,5 Mios €, font l'objet d'une provision pour dépréciation du même montant

**H - Montants des engagements financiers sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes pour chacun des postes d'actifs immobilisés**

Néant.

**I - Opérations sur les marchés à terme d'instruments financiers****1. Principes**

Conformément à l'article 2512-1 du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements résultant soit d'achat, soit de ventes d'instruments financiers, sont inscrits dans les comptes de hors bilan de l'établissement assujéti pour la valeur nominale des contrats.

Pour les opérations de trading, les appels de marges, reflétant les pertes et profits latents sont inscrits au compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les appels de marge quotidiens sont inscrits dans la rubrique « Comptes de régularisation ». Les pertes ou profits dégagés sur la clôture des positions sont enregistrés au compte de résultat, selon la même fréquence que les charges ou produits se rapportant aux opérations couvertes.

**2. Eléments d'information sur le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme**

En l'absence d'opérations pour compte propre, il n'est pas constaté de risque de contrepartie.

**3. Montant des opérations attachées aux instruments financiers à terme dont les montants inscrits au bilan sont significatifs****J - Opérations de crédit**

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

La banque octroie des crédits soit à des personnes physiques soit à des personnes morales de type structures patrimoniale (sociétés civiles, holdings à caractère patrimonial dédiées à la détention et/ou la gestion d'actifs de personnes physiques clairement identifiées). Ces crédits sont habituellement adossés à des garanties réévaluées régulièrement, principalement des nantissements de comptes d'instruments financiers ouverts dans les livres de la Banque, des délégations de créance ou nantissements de contrats d'assurance vie et des garanties immobilières.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, les encours sains sont distingués des encours douteux.

- Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré - impayés depuis 90 jours au moins ou connaissance de l'existence de procédures d'alerte ou contentieuses - sont déclassés en encours douteux.

- Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement en encours sains n'est plus prévisible, cette créance est alors qualifiée d'encours douteux compromis et est provisionnée à 100%.

En couverture de certains crédits accordés à la clientèle, des contrats de swaps de taux d'intérêt et de taux capés ont été conclus avec Quintet. Ils représentent un engagement hors bilan de 1,1 Mios € au 31 décembre 2025. La Banque emprunte du taux fixe et prête du taux variable basé sur l'Euribor 3 ou 6 mois.

#### **K - Commissions**

Les commissions sur prestations de services regroupent principalement :

- (i) les commissions de mouvement, lesquelles font l'objet d'une tarification spécifique et sont perçues au moment des transactions,
- (ii) les commissions sur encours, dont les modes de calculs sont déterminés dans les conventions signées entre les parties.

#### **V. Informations diverses**

##### **A - Méthode de calcul du résultat par action et par action dilué**

Néant. Les actions de la société Banque Richelieu France ne sont pas cotées.

##### **B – Personnel**

Effectif du personnel (incluant les alternants)

	31/12/2025	31/12/2024
- Cadres	53	54
- Non cadres	8	9
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>63</b>

##### **C - Rémunérations allouées pendant l'exercice à l'ensemble des organes d'administration, de direction et de surveillance**

Le montant des rémunérations allouées pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction, en raison de leurs fonctions, s'élève à 1 096 111 €.

##### **D - Provisions et suspens**

Les provisions sont conformes au règlement CRC n°2000-06.

##### **1. Provisions pour risques**

Les Provisions pour risques sont constituées de provisions dont le montant est calculé, dossier par dossier, en fonction de l'estimation du montant de la perte la plus probable.

##### **2. Engagements de retraites et avantages assimilés**

###### **- Engagements à cotisations définies :**

La Banque cotise à divers régimes obligatoires. Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et la Banque Richelieu France, en tant que société cotisante, n'a aucune obligation de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel, pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Banque n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

###### **- Engagements à prestations définies IFC et provision sur médailles du travail :**

La Banque applique la recommandation n°2003-R.01 du 1<sup>er</sup> avril 2003 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Elle a opté pour l'application de la méthode préférentielle et a procédé, par conséquent, à la constitution d'une provision inscrite à son bilan pour un montant correspondant à ses engagements de retraite.

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) font l'objet d'une réévaluation et d'un provisionnement. L'évaluation actuarielle de l'engagement a été réalisée selon la nouvelle méthode approuvée par l'IFRIC en 2021 et selon la recommandation ANC 2013-02. Cette nouvelle méthode tient compte des paliers intermédiaires de chaque barème. La répartition du coût total du régime se faisait auparavant de façon progressive et linéaire depuis la date d'entrée du salarié au sein du groupe, jusqu'à son départ en retraite.

Les provisions pour IFC s'élèvent à 211 810 € et celles pour les médailles du travail (MDT) s'élèvent à 64 337 €. Au titre de l'exercice 2025, l'actualisation des stocks a conduit à une dotation sur IFC de 8 971 € et à une reprise sur les médailles du travail de 5 141 €.

###### **Répartition de l'âge moyen des salariés :**

Organes de direction :	57,94 ans
Cadres supérieurs (cadre Hors classification) :	53,89 ans
Cadres :	45,07 ans
Employés :	32,56 ans

Les principales hypothèses actuarielles économiques retenues sont les suivantes : un taux annuel d'évolution de la masse salariale compris entre 0.75% et 2.25% inflation comprise, et un taux financier Groupe égal à 3,96 % pour les IFC et 3.09% pour les MDT. Pour les hypothèses actuarielles démographiques, les tables de mortalité INSEE ont été retenues.

**E - Dépréciations ou reprises au cours de l'exercice dont les montants sont significatifs**

Une reprise de provision de 3 19 480 € a été constatée au cours de l'exercice (litige client).

**F - Résultats des activités bancaires**

L'activité financière de la Banque est établie en France.

**G – Subvention d'exploitation**

Néant

**H - Résultat exceptionnel**

Néant

**I - Engagements reçus**

Néant

**J - Passifs subordonnés**

Néant.

**K - Sûretés réelles données en garanties des dettes**

Néant.

**L – Intégration fiscale**

Suite à la signature de la convention d'intégration fiscale, la Compagnie Financière Richelieu supporte personnellement et définitivement pour Banque Richelieu France, les impôts et charges suivants :

- l'impôt sur les sociétés et la contribution sociale sur l'IS afférents aux bénéfices et plus-values réalisées,
- tous nouveaux impôts, taxe ou contribution afférents aux bénéfices et plus-values réalisées qui seraient par l'effet de la loi mis à la charge de la Compagnie Financière Richelieu en sa qualité de société tête du groupe fiscal intégré.

**Informations sur le bilan****1 - Opérations avec la clientèle et avec les établissements de crédit****1-1 Ventilation des créances et des dettes à vue et à terme sur les établissements de crédit**

Rubriques	Total	A vue / JJ	A terme
Caisse	19 277	19 277	
Créances sur les Banques Centrales, Trésor Public, CCP	58 786 145	58 786 145	
Créances sur les établissements de crédit	566 817 580	87 917 892	478 899 688
Dettes envers les établissements de crédit	667 561 702	97 676 635	569 885 067

**1-2 Ventilation des créances et des dettes selon la durée résiduelle sur les établissements de crédit et sur la clientèle**

Rubriques	Total	A vue / JJ	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Caisse	19 277	19 277				
Créances sur les Banques Centrales, Trésor Public, CCP	58 786 145	58 786 145				
Créances sur les établissements de crédit	566 817 580	87 917 892	448 341 290	30 558 398		
Créances sur la clientèle (net de provisions)	169 929 317	15 720 012	43 223 160	53 787 211	52 129 477	5 069 457
<b>Total</b>	<b>795 552 319</b>	<b>162 443 326</b>	<b>491 564 450</b>	<b>84 345 609</b>	<b>52 129 477</b>	<b>5 069 457</b>
Dettes envers les établissements de crédit	667 561 702	97 676 635	456 023 101	82 464 548	31 397 418	
Comptes créditeurs de la clientèle	221 063 423	94 466 159	78 452 833	24 409 745	18 247 242	5 487 444
<b>Total</b>	<b>888 625 125</b>	<b>192 142 794</b>	<b>534 475 934</b>	<b>106 874 293</b>	<b>49 644 660</b>	<b>5 487 444</b>

**1-3 Ventilation des opérations avec la clientèle selon l'actif et le passif**

Actif	Total
Autres concours à la clientèle (net de provisions)	154 209 305
Comptes ordinaires débiteurs	15 720 012
<b>Total</b>	<b>169 929 317</b>

Montant des crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle : néant.

Passif	Total	A vue / JJ	A terme
Comptes ordinaires créditeurs	213 010 010	86 412 746	126 597 264
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)	8 053 413	8 053 413	
<b>Total</b>	<b>221 063 423</b>	<b>94 466 159</b>	<b>126 597 264</b>
(*) Ce poste reprend les soldes espèces des PEA détenus par la clientèle			

#### 1-4 Ventilation des créances douteuses sur la clientèle

Rubriques	Montant net	Montant brut	Provisions
Créances sur la clientèle	158 383	400 063	241 680
<b>Total</b>	<b>158 383</b>	<b>400 063</b>	<b>241 680</b>

### 2 - Portefeuille titres de transaction, placement et assimilés, investissement

#### 2-1 Portefeuille titres de transactions

Situation au 31.12.2025 :	Valeur à l'ouverture	Acquisitions	Cessions	Plus-values	Moins-values	Valeur à la clôture
Actions et autres titres à revenu variable - Parts d'OPCVM		77 049 583	10 006 922	1 597 591		68 640 252
<b>Total</b>		<b>77 049 583</b>	<b>10 006 922</b>	<b>1 597 591</b>		<b>68 640 252</b>

#### 2-2 Portefeuille titres investissement

Situation au 31.12.2025 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 190 292	10 391 148	-246 774	106 167	10 144 374	10 250 541
<b>Total</b>	<b>10 190 292</b>	<b>10 391 148</b>	<b>-246 774</b>	<b>106 167</b>	<b>10 144 374</b>	<b>10 250 541</b>

Situation au 31.12.2024 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 190 292	17 029 208	-84 139	113 162	16 945 069	17 058 231
<b>Total</b>	<b>16 190 292</b>	<b>17 029 208</b>	<b>-84 139</b>	<b>113 162</b>	<b>16 945 069</b>	<b>17 058 231</b>

#### 2-3 Remboursement des titres d'investissement

Rubriques	Nominal	Prix de remboursement
Titres d'investissement	6 000 000	6 000 000

Les remboursements ont eu lieu le 25 mars et 20 juin 2025.

#### 2-4 Portefeuille titres de placement

Situation au 31.12.2025 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	90 049 511	89 812 978	-13 084	1 047 395	89 799 894	90 847 289
<b>Total</b>	<b>90 049 511</b>	<b>89 812 978</b>	<b>-13 084</b>	<b>1 047 395</b>	<b>89 799 894</b>	<b>90 847 289</b>

Situation au 31.12.2024 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	30 000 000	30 390 000	-1 724	278 700	30 388 276	30 666 976
<b>Total</b>	<b>30 000 000</b>	<b>30 390 000</b>	<b>-1 724</b>	<b>278 700</b>	<b>30 388 276</b>	<b>30 666 976</b>

**2-5 Répartition du portefeuille titres de transaction, placement et assimilés, investissement**

Organismes publics	78 786 663
Autres émetteurs	80 700 879

**2-6 Ventilation du portefeuille titres en valeur brute selon la cotation**

Rubriques	Total	Cotés	Non cotés
Obligations et autres titres à revenu fixe	90 847 289	90 847 289	
Actions et autres titres à revenu variable	68 640 252	68 640 252	
<b>Total</b>	<b>159 487 541</b>	<b>159 487 541</b>	

**2-7 Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe selon leur durée résiduelle**

Rubriques	Total	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Obligations et autres titres à revenu fixe	101 097 830			10 250 541	90 847 289
<b>Total</b>	<b>101 097 830</b>			<b>10 250 541</b>	<b>90 847 289</b>

**3 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autre titres détenus à long terme****3-1 Valeur brute**

Participations	31/12/24	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	31/12/25
<b>Parts dans les entreprises liées consolidées</b>	<b>21 121 377</b>			<b>-2 264</b>	<b>21 119 113</b>
- Richelieu Invest	21 121 377			-2 264	21 119 113
<b>Parts dans les entreprises liées non consolidées</b>					
<b>Titres prêtés</b>	<b>267</b>				<b>267</b>
- Compagnie Financière Richelieu	267				267
<b>Autres Participations</b>	<b>77 658</b>		<b>-15 253</b>		<b>62 405</b>
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution					
- Certificats d'association	77 658		-15 253		62 405
<b>Total</b>	<b>21 199 302</b>		<b>-15 253</b>	<b>-2 264</b>	<b>21 181 785</b>

Les participations ne font pas l'objet de dépréciations

**3-2 Ventilation selon la cotation**

Participations	Total	Cotés	Non cotés
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>21 119 113</b>		<b>21 119 113</b>
- Richelieu Invest	21 119 113		21 119 113
<b>Parts dans les entreprises liées non consolidées</b>			
<b>Titres prêtés</b>	<b>267</b>		<b>267</b>
- Compagnie Financière Richelieu	267		267
<b>Autres Participations</b>	<b>62 405</b>		<b>62 405</b>
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution			
- Certificats d'association	62 405		62 405
<b>Total</b>	<b>21 181 785</b>		<b>21 181 785</b>

**3-3 Tableau des filiales et participations**

Situation au 31.12.2025 :	Capital	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	% Capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Résultat comptable avant IS	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette		
<b>Entreprises liées :</b>							
<b><u>Richelieu Invest</u></b>	5 900 000	8 128 793	100,00%	21 119 113	21 119 113	1 740 247	
1-3-5 rue Paul Cézanne - 75008 Paris							
<b>Total</b>	<b>5 900 000</b>	<b>8 128 793</b>		<b>21 119 113</b>	<b>21 119 113</b>	<b>1 740 247</b>	
<b><u>Autres Participations :</u></b>							
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution							
Certificats d'association				62 405	62 405		
<b>Total</b>				<b>62 405</b>	<b>62 405</b>		



Situation au 31.12.2024 :	Capital	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	% Capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Résultat comptable avant IS	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette		
<b>Entreprises liées :</b>							
<b><u>Richelieu Invest</u></b> 1-3-5 rue Paul Cézanne - 75008 Paris	5 900 000	8 159 214	100,00%	21 121 377	21 121 377	-30 421	
<b>Total</b>	<b>5 900 000</b>	<b>8 159 214</b>		<b>21 121 377</b>	<b>21 121 377</b>	<b>-30 421</b>	
<b><u>Autres Participations :</u></b>							
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution							
Certificats d'association				77 658	77 658		
<b>Total</b>				<b>77 658</b>	<b>77 658</b>		

Banque Richelieu France n'a consenti aucun prêts et avances, ni fournis de cautions ou avals.

### 3-4 Opérations avec les entreprises liées et celles avec lesquelles existe un lien de participation

Rubriques	Total bilan	Dont opérations avec des entreprises liées	Dont opérations avec des entreprises liées
		Amont	Aval
<b>Actif</b>			
Créances sur les établissements de crédit	<b>566 817 580</b>		<b>442 491 764</b>
- comptes ordinaires débiteurs			
- comptes et prêts			442 491 764
Créances sur la clientèle	<b>169 929 317</b>	<b>1 914 990</b>	
- comptes ordinaires débiteurs		153 864	
- comptes et prêts		1 761 126	
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>667 561 702</b>		<b>590 862 916</b>
- comptes ordinaires créditeurs			97 639 803
- comptes et emprunts			493 223 113
Dettes envers la clientèle	<b>221 063 423</b>	<b>7 567 843</b>	<b>548 548</b>
- comptes ordinaires créditeurs		64 468	548 548
- comptes et emprunts		7 503 375	

### 4 - Immobilisations corporelles et incorporelles

#### 4-1 Valeur brute

Rubriques	31/12/24	Acquisitions	Virements (poste à poste)	Diminutions / Cessions / HS	31/12/25
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					
- Fonds de commerce	37 507 522				37 507 522
- Logiciels	49 569				49 569
- Autres immobilisations incorporelles	30 000				30 000
<b>Total</b>	<b>37 587 092</b>				<b>37 587 092</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
- Matériel informatique, de téléphonie	818 260	23 325			841 585
- Mobilier et matériel de bureau	586 450	8 575			595 025
- Oeuvres d'art	271 644				271 644
- Agencements, installations	1 487 348				1 487 348
- Matériels spéciaux	9 503				9 503
<b>Total</b>	<b>3 173 205</b>	<b>31 900</b>			<b>3 205 105</b>

#### 4-2 Amortissements

Rubriques	31/12/24	Acquisitions	Virements (poste à poste)	Diminutions / Cessions / HS	31/12/25
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					
- Logiciels	22 679	15 919			38 598
<b>Total</b>	<b>22 679</b>	<b>15 919</b>			<b>38 598</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
- Matériel informatique, de téléphonie	767 747	35 528			803 275
- Mobilier et matériel de bureau	418 168	53 489			471 657

- Agencements, installations	1 020 516	148 735			1 169 251
- Matériels spéciaux	6 972	1 434			8 406
<b>Total</b>	<b>2 213 403</b>	<b>239 186</b>			<b>2 452 589</b>

**4-3 Dépréciations**

Rubriques	31/12/24	Augmentations	Diminutions	31/12/25
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
- Fonds de commerce	37 507 522			37 507 522
<b>Total</b>	<b>37 507 522</b>			<b>37 507 522</b>

**5 - Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie**

Rubriques	31/12/24	Augmentations	Diminutions	31/12/25
Dépréciations de créances douteuses	241 680			241 680
<b>Total</b>	<b>241 680</b>			<b>241 680</b>

**6 - Provisions**

Rubriques	31/12/24	Reclassement	Dotations	Reprises	31/12/25
<u>Opérations bancaires ou relatives à des op. connexes à l'activité bancaire :</u>	<b>471 000</b>			<b>-319 480</b>	<b>151 520</b>
- Provisions pour litiges	471 000			-319 480	151 520
<u>Opérations non bancaires ou connexes à l'activité bancaire :</u>	<b>272 317</b>		<b>8 971</b>	<b>-5 141</b>	<b>276 147</b>
- Provisions pour engagements de retraite et médailles du travail	272 317		8 971	-5 141	276 147
<b>Total</b>	<b>743 317</b>		<b>8 971</b>	<b>-324 621</b>	<b>427 667</b>

**7 - Capitaux propres**

Variation des capitaux propres	31/12/24	Augmentations	Diminutions	31/12/25
Capital souscrit	118 700 000			118 700 000
Réserve légale	11 870 000			11 870 000
Report à nouveau	-45 609 825	4 593 704		-41 016 121
Résultat de l'exercice	4 593 704		-1 187 241	3 406 463
Dividendes versés				
<b>Total</b>	<b>89 553 879</b>	<b>4 593 704</b>	<b>-1 187 241</b>	<b>92 960 342</b>
Nombre d'actions total	21 342 000			21 342 000
Valeur nominale de l'action	5,561 803			5,561 803

**Mouvements en 2024 sur la variation des capitaux propres:**

- Affectation du résultat l'exercice 2024 (Gains) de 4 593 704 € en totalité au report à nouveau.

**8 - Autres postes du bilan :**

Intérêts courus ou échus	31/12/25	31/12/24
<b>Intérêts à recevoir :</b>		
- Créances sur les établissements de crédit	1 222 582	2 087 168
- Créances sur la clientèle	19 584	32 279
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 153 562	391 863
<b>Total</b>	<b>2 395 728</b>	<b>2 511 309</b>
<b>Intérêts à payer :</b>		
- Dettes envers les établissements de crédit	2 770 038	3 337 537
- Dettes envers la clientèle	2 678 114	2 548 404
<b>Total</b>	<b>5 448 152</b>	<b>5 885 940</b>

Autres actifs et autres passifs	31/12/25	31/12/24
<b>Autres actifs :</b>		
- Comptes de règlements relatifs aux titres	236	177
- Etat IS	71 884	34 527
- Autres débiteurs divers	617 150	645 945
<b>Total</b>	<b>689 270</b>	<b>680 649</b>
<b>Autres passifs :</b>		
- Comptes de règlements relatifs aux titres	23	4 010
- Créiteurs divers	42 674	42 570
- Créanciers privilégiés	2 671 645	3 955 184
<b>Total</b>	<b>2 714 342</b>	<b>4 001 764</b>

Comptes de régularisation	31/12/25	31/12/24
<b>Comptes de régularisation actif :</b>		
- Charges constatées d'avance sur biens et services	112 020	134 223
- Produits à recevoir sur biens et services	1 944 531	1 622 102
- Comptes de régularisation divers	933	
- Ajustements position devises	242 895	11 683 144
<b>Total</b>	<b>2 300 379</b>	<b>13 439 469</b>
<b>Comptes de régularisation passif :</b>		
- Charges à payer sur biens et services	1 796 949	1 268 358
- Comptes de régularisation divers	190 163	8 535
- Ajustements position devises	3 540 729	1 318 121
<b>Total</b>	<b>5 527 841</b>	<b>2 595 014</b>

Contre-valeur de l'actif et du passif en devises	31/12/25	31/12/24
Actif	124 627 274	78 702 285
Passif	572 564 175	541 193 877

## Informations sur le hors-bilan

**1 - Garanties données et reçues**

Rubriques	31/12/25	31/12/24
Engagements de garantie donnés à des établissements de crédit		
Engagements de garantie donnés à la clientèle	8 203 870	294 476
Engagements de financement donnés à des établissements de crédit		
Engagements de financement donnés à la clientèle (*)	45 910 584	19 022 204
(*) Les engagements comprennent la partie non utilisée des découverts autorisés.		

**2 - Instruments financiers à terme :**

Rubriques	Ventilation selon la durée résiduelle		
	< 3 ans	3 à 5 ans	> 5 ans
<b>Opérations effectuées de gré à gré :</b>			
- Swap de taux sur micro-couverture	1 100 000		
- Opérations sur instruments de cours de change	899 662 955		

**3 - Opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan**

Rubriques	31/12/25	31/12/24
- Euros à recevoir contre devise à livrer	448 608 071	561 206 504
- Devises à recevoir contre euros à livrer	451 054 885	550 151 634
- Devises à recevoir contre devises à livrer		

## Informations sur les résultats

**1 - Intérêts et produits assimilés**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de Crédit et assimilés	26 531 335	31 510 786
Clientèle	6 611 753	9 785 670
Obligations et titres à revenu fixe	2 879 600	636 468
<b>Total</b>	<b>36 022 688</b>	<b>41 932 924</b>

**2 - Intérêts et charges assimilés**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de Crédit et assimilés	-21 987 602	-25 410 224
Clientèle	-5 007 955	-4 529 326
Obligations et titres à revenu fixe	-159 036	-118 593
<b>Total</b>	<b>-27 154 593</b>	<b>-30 058 143</b>

**3 - Commissions (Produits)**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Commissions sur opérations avec la clientèle	223 814	13 484
Commissions sur prestations de services financiers pour compte de tiers	8 631 108	9 229 195
<b>Total</b>	<b>8 854 922</b>	<b>9 242 679</b>

**4 - Commissions (Charges)**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Commissions relatives aux opérations sur titres	-249 134	-320 339
Commissions liées aux charges sur moyens de paiement	-5 573	-26 535
Commissions sur prestations de services financiers pour compte de tiers	-581 575	-475 907
<b>Total</b>	<b>-836 282</b>	<b>-822 781</b>

**5 - +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Transaction *	6 629	-7 459
Change	251 079	229 075
Instruments financiers à terme	15 283	-57 341
<b>Total</b>	<b>272 991</b>	<b>164 275</b>

\* Résultat sur le portefeuille erreur (clientèle), pas d'activité pour compte propre

**6 - +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Moins-values de cession		
Plus-values de cession	90	347
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>347</b>

**7 - Autres produits d'exploitation bancaire**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Charges refacturées	750 653	712 758
<b>Total</b>	<b>750 653</b>	<b>712 758</b>

**8 - Autres charges d'exploitation bancaire**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Produits rétrocédés	-649 393	-639 232
<b>Total</b>	<b>-649 393</b>	<b>-639 232</b>

**9 - Charges générales d'exploitation**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Frais de personnel :</b>	<b>-8 938 533</b>	<b>-8 903 456</b>
- Salaires et traitements	-5 518 085	-5 359 100
- Autres charges sociales	-1 950 269	-2 022 847
- Charges de retraite	-645 885	-586 721
- Charges fiscales	-595 807	-556 788
- Intéressement des salariés	-228 487	-378 000
<b>Impôts et taxes</b>	<b>-134 293</b>	<b>-134 772</b>
- dont régularisation du coefficient de déduction de TVA	62 236	-5 516
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-6 124 274</b>	<b>-6 242 012</b>
<b>Total</b>	<b>-15 197 100</b>	<b>-15 280 240</b>

**10 - Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations I/C**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	-15 919	-16 988
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	-239 185	-241 895
<b>Total</b>	<b>-255 104</b>	<b>-258 883</b>

**11 - Coût du risque**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Reprises de provisions</b>		
- Reprises de dépréciations pour créances douteuses diverses		
<b>Dotations aux provisions</b>		
- Dotations aux dépréciations pour créances douteuses diverses		400 000
Pertes ou gains s/autres op clientèle couvertes par des dépréciations		
Pertes ou gains s/créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		
<b>Total</b>		<b>400 000</b>

**12 - +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Reprises de dépréciations sur parts dans les entreprises liées		
Pertes ou gains sur immobilisations corporelles		
<b>Total</b>		

**Résultats financiers des cinq derniers exercices**

(en milliers d'euros)	2021	2022	2023	2024	2025
<b>1 - Situation financière en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	118 700	118 700	118 700	118 700	118 700
b) Nombre d'actions émises	21.342.000	21.342.000	21.342.000	21.342.000	21.342.000
<b>2 - Résultat global des opérations effectuées</b>					
a) Chiffre d'affaires	13 580	19 126	47 753	52 053	45 901
b) Bénéfice avant impôts, amortissements, provisions	-4 336	-2 698	4 221	5 073	3 662
c) Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Bénéfice après impôts, amortissements, provisions	-1 709	-360	3 792	4 594	3 406
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
<b>3 - Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	-0,203	-0,126	0,198	0,238	0,172
b) Bénéfice après impôts, amortissements, provisions	-0,080	-0,017	0,178	0,215	0,160
c) Dividende distribué pour une action	0	0	0	0	0
<b>4 - Personnel</b>					
a) Nombre de salariés moyen pendant l'exercice	65	60	60	59	59
b) Montant de la masse salariale	5 566	5 918	6 733	6 035	5 711
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	2 592	2 610	3 036	2 752	2 620

**IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

A l'Assemblée Générale de la société Banque Richelieu France,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Richelieu France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****• Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**• Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B du paragraphe IV. « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC n° 2023-03.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Charges et produits de commissions, référence IV paragraphe J, tableaux 3 et 4 des informations sur les résultats**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités, votre banque comptabilise des produits et des charges au titre de commissions pour prestations de services pour compte de tiers.</p> <p>Au sein de cette rubrique votre banque distingue des commissions de mouvement et sur encours.</p> <p>Nous avons considéré que le contrôle de la correcte estimation et du correct rattachement des produits et des charges de commissions sur encours constituait un point clé de l'audit dans la mesure où les opérations sont nombreuses et leur contribution au produit net bancaire de la banque prépondérante.</p>	<p>Les travaux menés ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• actualiser notre connaissance des dispositifs de contrôle interne en vigueur contrôlant les produits de commissions et réaliser des tests d'efficacité portant sur les points de contrôles clés pour une sélection d'opérations ;</li> <li>• lorsque cela était pertinent, nous avons : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ examiné, avec l'aide de nos spécialistes en informatique, l'efficacité des contrôles applicatifs et effectué des rapprochements comptabilité-gestion à partir d'extractions de gestion issues des applicatifs métiers (états clés) préalablement validées par les équipes d'audit IT ;</li> <li>▪ exploité des circularisations effectuées auprès des principaux établissements tiers de votre banque ;</li> <li>▪ sur un échantillon d'opérations, effectué des tests de détail en réalisant notamment un rapprochement avec les conventions ou les contrats régissant la relation entre les parties.</li> </ul> </li> </ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

▪ **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

▪ **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

▪ **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Richelieu France par votre assemblée générale du 4 octobre 2017, mandat renouvelé le 24 mai 2023 pour le cabinet FORVIS MAZARS SA et du 30 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet FORVIS MAZARS SA était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

▪ **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ▪ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 20 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes :

**FORVIS MAZARS SA**  
Bertrand Desportes

**ERNST & YOUNG Audit**  
Hassan Baaj

#### V – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.